



**Campà megliu
in Corsica**

**Vivre mieux
en Corse**



Michel STEFANI

Anissa-Flore AMZIANE

"Campà megliu in Corsica / Vivre mieux en Corse", la liste présentée par le Parti communiste français est la réponse naturelle à ce "Un si po piu campa / On n'en peut plus" que l'on entend très souvent et qui traduit un ras-le-bol légitime.

Madame, Monsieur,

Ces élections territoriales aux résonances nationales se déroulent dans un pays à cran, fortement dégradé par des injustices grandissantes. Mais, faute de ne pas en identifier clairement les causes et d'y apporter des réponses adaptées, de plus en plus de citoyens, désorientés, résignés, risquent de s'abstenir ou de diriger leur colère vers des impasses politiques dangereuses pour la paix civile, comme celle de l'extrême-droite à laquelle la détestation de l'autre sert de programme.

Ce ras-le bol social qui grandit, le gouvernement Macron ne l'entend pas. Le mépris du peuple rend sourd. Fidèle à la logique ultralibérale des instances européennes, il multiplie les mesures antisociales qui causent tant de souffrances.

Avec la création d'une Collectivité Unique en 2017, nous avons assisté, comme nous le prédisions, à l'émergence d'un nouveau pouvoir régional, centralisé à l'extrême, qui, loin de combattre localement les dégâts sociaux de la

politique gouvernementale, lui emboîte le pas et s'accommode, sans broncher, de la domination des forces de l'argent sur la Corse.

L'économie corse est désormais soumise, pour une large part, au Consortium des patrons corses, un regroupement puissant des principales sociétés insulaires (grande distribution, carburants, compagnies de transports, construction, immobilier, déchets...). Une compagnie maritime a même été qualifiée par le magazine Le Marin de "formidable machine à faire du cash grâce à son énorme part de marché".

Ces grandes sociétés, se sont organisées pour récupérer à leur profit une grande part de l'argent de la solidarité nationale, et ce, au détriment de l'intérêt général. On peut le vérifier : ces nouvelles centralisations (au plan politique comme au plan économique) n'ont fait qu'accentuer les tendances négatives, bien connues et déjà dénoncées, dans la situation générale de la Corse.

Sans même évoquer la prédation mafieuse et les dérives affairistes, sans évoquer l'importance des crédits publics délégués à la Corse, chacun peut le constater : les inégalités se creusent au profit d'une petite minorité toujours plus riche, alors que la précarité touche de plus en plus de monde, notamment les jeunes, diplômés ou non ; la grande pauvreté s'étend ; les salaires du privé restent inférieurs à ceux du continent ; l'emploi se dégrade ; le démantèlement des services publics (Santé, Poste, Services financiers...) provoque des effets sociaux dévastateurs, accentués par la crise sanitaire, tout particulièrement dans le monde rural ; le prix des transports reste excessif ; les logements sociaux, sous pression spéculative, représentent moins de 10 % de la construction des nouveaux logements. Les grandes questions telles que les déchets, la cherté de la vie, la protection de l'environnement, la violence, les discriminations demeurent sans perspectives crédibles.

Rappelons, enfin, que, dans le cadre de la crise sanitaire, l'Assemblée de Corse a voté à l'unanimité

un plan de relance, faussement qualifié de "Pacte", qui préserve les intérêts des grands patrons corses, sans aucune contrepartie sociale. Ce consensus libéral n'a exigé ni contrôle, ni mesures incitatives pour garantir l'emploi, rendre du pouvoir d'achat aux plus défavorisés, et soutenir les petits artisans.

Nous plaçons donc au cœur de cette élection ces grands enjeux sociaux et économiques : toutes les listes devraient se positionner clairement sur ces questions incontournables.

"Un si po piu campà, on n'en peut plus" est la protestation populaire, qui se généralise, tout naturellement, face à cet injuste partage des richesses qui fait la triste réalité de la Corse. Cette protestation est relayée par tous ceux qui luttent sur tous les fronts de la casse sociale.

Pour ce qui nous concerne, nous avons pris le parti de la porter jusque dans l'Institution territoriale où elle doit trouver un écho, une écoute et des réponses, résolument alternatives, sans fausses promesses.

" Campà megliu in Corsica / Vivre mieux en Corse "

C'est notre réponse, notre projet, notre espoir à partager.

À l'écart de la décomposition politicienne faite de débauchages et de marchandages, nous avons voulu associer toutes les forces qui veulent donner à leur combat social, le souffle d'une construction radicalement nouvelle.

Ce rassemblement est constitué de militants politiques, syndicaux, associatifs, culturels, antiracistes, féministes, écologistes, de salariés et d'intellectuels qui, dans leurs domaines respectifs, s'opposent avec conviction à ces politiques libérales.

Ils sont une force utile au peuple et à toute la gauche.

Ils sauront, par leur pratique de terrain :

- **Amplifier la résistance pour s'opposer** aux projets destructeurs qui cassent les services publics, étranglent les collectivités locales et font tant de dégâts sociaux.
- **Utiliser les avancées sociales comme points d'appui** pour commencer à ouvrir tout de suite des perspectives de changement.

Notre projet est un vrai pacte de rupture

Utiliser l'argent autrement pour commencer à améliorer la vie quotidienne, poser les jalons d'une Corse plus juste et solidaire, faire du pouvoir régional un lieu de proximité et d'expression de la souveraineté populaire.